

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION
90, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
} Autres pays. 9 fr. —

Le comte Czernin et la Serbie

Si le comte Czernin, après avoir laissé parler pendant quelque temps le canon, reprend la parole, c'est avant tout, comme nous l'avions dit, un aveu de l'échec de l'offensive allemande sur le front occidental. En effet, serait-il imaginable que le comte Czernin se dresse de nouveau en solliciteur si les victoires qu'on chante en Allemagne avaient le moindre aspect de réalité et n'étaient pas au fond une sérieuse défaite ? Le ministre autrichien des Affaires étrangères, qui doit assurément être bien renseigné et bien placé pour juger la valeur des résultats obtenus par les dernières opérations en Picardie, n'ose pas attendre de ce côté le salut de la Monarchie. Il est pressé de le chercher ailleurs.

Mais la principale cause qui a déterminé le comte Czernin à parler de la paix est la situation intérieure extrêmement critique de la Double monarchie. La crise que traverse actuellement l'Autriche-Hongrie n'est pas une crise politique mais d'ordre social ; elle l'est en ce sens que les grandes masses populaires sont en mouvement et que par conséquent, la base même de l'Etat vacille. La fermentation qui dure depuis quatre ans paraît avoir atteint son point culminant : il ne lui manque qu'une amorce pour produire l'explosion. Cette amorce, comme dans presque toutes les révolutions, c'est la famine, qui commence à peser sur la population austro-hongroise. Le gouvernement, impuissant à parer ce mouvement nationaliste des peuples opprimés, reste hors d'état de remédier aux difficultés alimentaires qui menacent d'allumer dans le pays, un incendie général. Seule une prompte paix, croit-on à Vienne, pourrait préserver la Monarchie du désastre.

Au nombre de ceux à qui le comte Czernin s'adresse pour cette paix de sauvetage se trouve aussi la Serbie et l'on est étonné, au premier abord, de ce que le comte Czernin ait bien voulu consacrer tout un passage à la Serbie ! Cependant il n'est que trop aisé de trouver les motifs de ces bonnes grâces.

Sans parler des autres peuples slaves de la Monarchie, le peuple Yougoslave se trouve dans un état d'agitation révolutionnaire. L'idée de l'indépendance de notre peuple et de son unité avec la Serbie est venue à sa pleine maturité. Aucune mesure de la part des autorités n'est plus en mesure d'empêcher le peuple et ses représentants de manifester publiquement et avec vigueur leur ferme volonté de secouer le joug austro-magyar et de former, avec la Serbie, un Etat yougoslave absolument indépendant de la monarchie et de la dynastie des Habsbourg. La Russie s'étant momentanément désintéressée du sort des peuples slaves, tous les regards du peuple yougoslave restent uniquement dirigés vers la Serbie dont le prestige est d'autant plus grand que, à l'encontre de la Russie, elle n'a pas fléchi malgré les épreuves inconnues dans l'histoire des autres nations. Notre peuple de la Monarchie considère la Serbie comme son représentant naturel et le fidèle interprète de ses vœux auprès de nos grands alliés. La force morale de la Serbie est un puissant facteur dans le mouvement nationaliste des Yougoslaves et son rôle y est des plus décisifs.

Le gouvernement de Vienne, non sans dépit, a dû se convaincre de cette vérité et apprécier l'importance du rôle que joue la Serbie aux yeux du peuple yougoslave. C'est sans aucune gêne que le comte Czernin s'adresse à cette même Serbie que l'Autriche traitait, il n'y a pas longtemps, avec tant de mépris et de dédain. Pour sauver le Sud de la Monarchie,

le Balplatz a jugé opportun de se servir de la Serbie.

« En ce qui concerne la Serbie, dit le comte Czernin, nous savons que le désir de paix est très grand dans ce pays, mais qu'il est empêché de la conclure par les grandes puissances de l'Entente ». Par cette calomnie inqualifiable le comte Czernin veut discréditer la Serbie auprès du peuple yougoslave, ce qui aurait pour effet de le décourager et d'enrayer son acheminement vers l'indépendance et la liberté. C'est bien une intrigue digne de la politique traditionnelle de l'Autriche dont le but est en outre de dénigrer la Serbie auprès des Alliés pour que ceux-ci l'abandonnent et qu'elle soit forcée de se jeter dans les bras de l'Autriche.

Tout en essayant de discréditer la Serbie auprès du peuple yougoslave et des Alliés, le comte Czernin voudrait la ménager en vue de l'incliner à conclure une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie.

« Nous ne voulons pas anéantir la Serbie, dit-il, ni l'écraser. Nous voulons lui donner la possibilité de se développer... Nous ne voulons pas influencer les relations futures de la Serbie et du Monténégro par des moyens opposés aux relations de bon voisinage » — Nous pouvons croire qu'en ce moment l'Autriche, — ou pour quelque temps au moins — ne veut plus nous anéantir, car elle serait heureuse de pouvoir sauver sa peau ; mais c'est en 1914 qu'elle aurait dû tenir de tels propos. Mais à part cela, nous savons fort bien que l'Autriche est prête à nous faire des concessions bien plus vastes, à nous « accorder » plus même que la simple restauration, si la Serbie voulait conclure la paix pour servir à la machination de sauvetage de l'Autriche.

Mais la Serbie ne voudra jamais se prêter à ces intrigues déshonorantes, ni avilir sa grande lutte par un marchandage de territoires. Elle s'est tracé un but bien plus élevé que celui de gagner quelques méprisables concessions territoriales. La Serbie lutte pour le principe de liberté et de justice dont le sens pratique est l'abolition de l'esclavage des peuples, qui doivent jouir tous de la même indépendance. Tant que ces buts ne seront atteints la Serbie ne pourra refuser de continuer ou de reprendre la lutte, car la réalisation de ces buts est la seule voie conduisant le monde à une paix durable. La Serbie désire établir un état de paix et de prospérité dans le coin de l'Europe où habitent ses frères de race et cette situation n'est pas possible aussi longtemps que l'Autriche-Hongrie tiendra sous sa domination des millions de nos frères opprimés.

Nous voulons un Etat yougoslave, indépendant et libre, qui réunira tous nos frères Serbes, Croates et Slovènes. Un tel Etat sera une garantie de paix et constituera une forte barrière contre la poussée germanique vers Bagdad, vers les Indes. Toute demi-mesure ne fera que créer une situation précaire qui rendrait impossible la résistance de notre peuple contre le « Drang nach Osten ». Seule, la solution intégrale de notre question nationale établira une situation stable dans les Balkans et seulement, alors, nous pourrions bien remplir notre devoir du gardien de la porte de l'Orient.

Le comte Czernin doit savoir une fois pour toutes que les intrigues qu'il tentera dans l'avenir sont toutes condamnées d'avance à échouer et que les calomnies dont il se sert ne peuvent que nous inciter à résister avec une plus inébranlable ténacité.

Le défi magyar à l'humanité

A l'espérance de l'humanité déchirée et ensanglantée de voir sortir des souffrances actuelles un monde meilleur et plus juste, les voix cyniques et grossières répondent de l'autre côté du camp. La Hongrie, ou mieux les Magyars, sont en train de donner une interprétation qui trahit l'origine germano-tourano-mongole de ses auteurs. Faisant des efforts suprêmes pour assimiler dix millions d'hommes de race étrangère, les Magyars s'apprêtent à faire subir à leurs peuples le plus odieux régime d'oppression et de violence. Les derniers événements en sont le triste témoignage. Le ministre de la Justice Wilhelm Vazsonyi, chef du parti démocratique magyar, et membre du gouvernement dit démocratique vient de préconiser l'idée magyare et les buts magyars dans son discours de clôture à la commission parlementaire pour la réforme électorale. Aux craintes révélées par les orateurs du parti de Tisza que la réforme électorale mettra fin à la suprématie magyare et provoquera la décomposition de l'Etat magyar, le ministre démocratique a répondu sur un ton optimiste. Il ne voit aucun danger dans l'extension limitée du droit de vote aux races non-magyares d'autant moins que parallèlement à la réforme électorale d'autres réformes seront introduites qui serviront de garanties absolues pour la suprématie magyare. Dans les réformes accessoires s'exprime la politique magyare d'oppression dans toute son horreur et en l'écoutant de la bouche du chef du parti démocratique tout le monde peut comprendre ce qu'il y a d'inhumain et d'intolérable dans la façon dont les Magyars entendent poursuivre leur domination sur les races non-magyares.

Passons en revue les garanties nationales !

La réforme électorale qui est basée sur le fait de savoir lire et écrire, a comme première garantie pour la suprématie magyare la délimitation des circonscriptions électorales. Le ministre a dit à ce sujet : « Nous devons avoir l'audace d'organiser les frontières de ces circonscriptions de façon à renforcer les Magyars. D'ailleurs en ce qui concerne cette délimitation des circonscriptions, je suis à même de vous donner l'assurance qu'elle ne sera pas moins avantageuse pour les intérêts magyars que celle de la loi de 1917. » (La loi réactionnaire de Tisza). Ainsi grâce à une savante géométrie, le gouvernement démocratique entend délimiter les circonscriptions de telle façon que les majorités non-magyars soient réduites au minimum.

Une autre garantie de la suprématie magyare c'est le scrutin ouvert. Ce n'est que dans les villes dont le caractère magyar est sûr que le projet envisage le scrutin secret.

Le centre de gravité des « réformes » nationales se trouve cependant ailleurs. Le suffrage perdra son caractère dangereux pour les Magyars après avoir passé par un purgatoire intense dénommé « garanties nationales ».

« Jusqu'à présent nous avons été indifférents — a dit Vazsonyi à ce sujet — à l'augmentation du nombre des Magyars... Je suis optimiste, et je crois que par une politique magyare de dix ans, nous parviendrons à fondre les Ukrainiens en Magyars... Même en ce qui concerne les Roumains la situation est beaucoup plus favorable maintenant qu'avant la guerre, parce que la politique étrangère n'entrera pas dans notre politique intérieure pour nous empêcher de faire ce que nous jugeons bon de faire... »

Les garanties nationales sont les suivantes selon la déclaration de l'idéologue de la démocratie magyare, le ministre Vazsonyi :

« D'abord le droit de vote dans les autonomies départementales ne sera pas étendu selon le principe du suffrage pour le Parlement. Il conservera son caractère actuel qui interdit l'accès aux éléments non-magyars. Quand après la guerre l'armée tementales.

L'autre garantie nationale sera l'armée magyare. Quand, après la guerre, l'armée recevra une gestion magyare, elle sera un excellent moyen de magyarisation. Les casernes compléteront l'œuvre commencée par l'école.

L'école magyare est aussi une arme excellente dont Vazsonyi parle ainsi :

« Au lieu de rechercher la solution de la question nationale dans le droit électoral, je pense qu'il est bien plus avantageux d'employer toute notre force à accomplir l'étatisation immédiate des écoles normales. Il faut les étatiser toutes, sans égards aux susceptibilités confessionnelles. Tant que nous n'aurons pas exécuté le programme intégral d'éducation étatique, le Parlement doit assigner le droit au gouvernement de pouvoir étatiser n'importe quelle école sans aucune justification. »

Ici rentre également une disposition tout à fait appropriée à exclure les éléments que les Magyars considèrent comme dangereux pour l'Etat. C'est l'aggravation de l'article du Code Pénal relatif à l'incitation. Le ministre démocratique en a dit ce qui suit :

« De mon côté je suis d'accord avec les nombreux orateurs qui m'ont précédé — qu'ils aient approuvé ou combattu mon projet — qui ont exposé la nécessité de créer un Code Pénal plus sévère, dans le but de protéger l'unité de l'Etat magyar national... Pour nous c'est bien en effet une nécessité impérieuse que d'instituer des pénalités pour quiconque se livre à des incitations contre l'unité nationale de l'Etat magyar. Cet Etat magyar est un Etat à caractère national et tant que nous aurons dans nos mains l'autorité et la force, je dois proclamer que toute opposition à l'unité nationale est un crime qui ne peut pas rester impuni... »

Mais tout cela ne renferme pas les « réformes nationales ». Il y en a encore de plus belles qui dénotent le sens que les Magyars ont des droits de l'Homme.

La magyarisation de l'administration est prévue comme première nécessité. Les autonomies communales doivent être purgées des éléments subversifs. Ensuite vient la politique foncière magyare ce qui veut dire expropriation des terres non magyares et colonisation des Magyars.

Tout ce formidable plan des « réformes nationales » est appelé par le très démocratique ministre Vazsonyi le programme national commun de tous les partis magyars.

Les injustices criantes qu'on ne pourrait concevoir dans un pays civilisé sont le programme national de tous les partis politiques magyars. Il n'est pas difficile de présager un avenir sanglant dans les contrées où les Magyars dirigent les destinées des peuples par ces moyens. L'Europe civilisée laissera-t-elle encore s'accomplir l'iniquité indigne et dangereuse que les satellites germaniques perpétrent sur des peuples dignes d'un sort meilleur ?

L. P.

INTRIGUES DE PAIX

L'affirmation mensongère du comte Czernin suivant laquelle M. Clemenceau, quelque temps avant l'offensive sur le front occidental, lui aurait fait demander s'il était prêt à entrer en négociations et sur quelles bases, a produit en France une vive indignation. La présidence du Conseil dément catégoriquement cette assertion du comte Czernin en dévoilant impitoyablement les moyens perfides et lâches dont se servent nos ennemis pour ébranler le moral du soldat français et cela au moment où il contient si admirablement et au prix d'efforts surhumains la poussée féroce de l'ennemi trois fois supérieur en nombre.

Il est à noter qu'à cette même époque, l'émissaire du comte Czernin en Suisse, M. Czenek Slepanek avait fait des tentatives semblables auprès des Serbes en vue de conclure une paix séparée avec la Serbie. Notre rédacteur en chef, M. le Dr. L. Marcovitch, à qui M. Slepanek avait écrit plusieurs lettres, a porté à la connaissance du public, dans la « Gazette de Lausanne » du 15 janvier, ces intrigues de l'Autriche. Par l'intermédiaire de M. Slepanek, le comte Czernin avait offert à la Serbie, outre les avantages politiques, la cession de la Bosnie-Herzégovine. Connaissant bien l'Autriche, grâce à nos rapports de voisinage, nous nous sommes méfiés de ce piège grossier, et l'offre de M. Slepanek fut poliment déclinée.

Le mémoire de Lichnowsky

Un aveu allemand sur la préméditation autrichienne

Le mémoire du prince Lichnowsky a produit en Allemagne et en Autriche-Hongrie un malaise extraordinaire. Les commentaires de la presse allemande et autrichienne sont en général très défavorables au diplomate récalcitrant, qui n'a pas voulu défendre la vérité « officielle ».

Le « Pester Lloyd » appelle le prince Lichnowsky un « sot vaniteux », le correspondant de Berlin de la « Neue Zürcher Zeitung » raconte qu'à Londres on a traité le prince Lichnowsky d'« idiot » et de « crétin ». Mais les journaux sérieux ne pouvaient pas ne pas s'arrêter aux arguments de l'ex-ambassadeur allemand. Ainsi M. Theodor Wolff, du « Berliner Tageblatt », qui a eu le privilège de recevoir du prince même une copie du mémoire, déjà en 1916, admet, dans le numéro du 25 mars, l'exactitude d'une grande partie des constatations de M. Lichnowsky. Plus particulièrement pour la politique allemande envers l'Autriche, M. Wolff estime, lui aussi, que la Wilhelmstrasse a approuvé docilement toutes les aspirations de Vienne.

L'opinion de la « Frankfurter Zeitung » sur ce point est encore plus claire.

Dans son numéro du 20 mars, ce journal écrit en effet :

« On devra en particulier être d'accord sur ce point — et nous avons avant la guerre fait souvent des remarques analogues — que la politique allemande s'est montrée beaucoup trop docile et imprévoyante quant aux buts de son alliée l'Autriche-Hongrie, spécialement au sujet des questions balkaniques. La déclaration du prince de Bülow a été significative à ce sujet, quand il dit, lors de la crise bosniaque, que l'on avait été content à Berlin d'avoir ignoré les plans d'annexion de Vienne. On appuya aussi, sans les connaître, les plans du comte Aehrenthal, comme en juin 1914 on soutint imprudemment l'ultimatum austro-hongrois. Le prince de Bismarck n'aurait jamais tenu pour correcte cette démarche aventureuse en faveur d'un allié; plus tard, cela devint presque une doctrine de la diplomatie allemande qui peut avoir agi sur la décision du sort de l'Europe d'une manière fatale en juin 1914. On ne peut aujourd'hui dire avec une infailible sûreté jusqu'où cela est allé et jusqu'à quel point l'on peut parler d'une faute. On ne pourra réellement juger qu'une fois la guerre finie, sans que l'on cause le langage de servir l'ennemi et quand les archives de tous les gouvernements intéressés seront ouvertes pleinement. »

Jagow contre Lichnowsky

L'Allemagne mobilise toutes ses forces pour combattre le diplomate « traître ». On a tiré de l'oubli M. von Jagow pour le faire parler de l'affaire Lichnowsky et il ne réussit qu'imparfaitement à masquer l'inanité de ses arguments à force de sarcasmes à l'adresse du prince Lichnowsky.

Le « Temps » du 30 mars consacre à l'entrée en scène de M. von Jagow son

article de fond, dont nous extrayons les passages suivants :

Le prince Lichnowsky reproche au gouvernement allemand d'avoir refusé, à la fin de juillet 1914, la conférence d'ambassadeurs que proposait sir Edward Grey. On se rappelle l'explication que le Livre blanc allemand a donnée de ce refus : « Nous ne pouvions citer l'Autriche, dans son différend avec la Serbie, devant un tribunal européen. » Ce serait donc pour respecter la dignité de l'Autriche — motif altruiste — que l'Allemagne aurait repoussé le projet salutaire de sir Edward Grey. Mais M. von Jagow, oubliant qu'il était secrétaire d'Etat quand le Livre blanc a paru, vient de démentir sans façons cette légende. Il expose la vraie raison du refus allemand : « Nous ne pouvions pas accepter le projet anglais d'une conférence d'ambassadeurs, car elle nous aurait conduits sans aucun doute à une sérieuse dispute diplomatique. En effet, l'Italie aussi était favorable aux Serbes, et avec ses intérêts balkaniques elle était plutôt contre l'Autriche. » L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont donc fait la guerre, de l'aveu même de M. von Jagow, pour obtenir ce que la diplomatie ne pouvait pas leur donner, pour atteindre des buts que leur propre alliée, l'Italie, ne pouvait pas admettre. Et le gouvernement allemand, dont M. von Jagow était l'un des principaux membres, a osé prétendre qu'il faisait une guerre défensive !

L'assassinat de Sarajevo a été le premier prétexte du conflit. A propos de ce sujet toujours mystérieux, M. von Jagow ajoute quelques paroles étranges à celles qu'on a déjà lues dans le mémoire Lichnowsky.

On se rappelle le récit du prince Lichnowsky. Il était allé rejoindre Guillaume II à bord du yacht impérial « Meteor », et c'est alors que survint la nouvelle de l'attentat :

Sa Majesté déplora que ses efforts pour gagner le haut personnage (l'archiduc héritier) à ses idées fussent ainsi devenus vains. Je ne puis savoir si le programme d'une politique active contre la Serbie avait déjà été arrêté à Konopischt. Comme je n'étais pas renseigné sur les intentions et les incidents de Vienne, je n'attachai pas à l'événement une importance très étendue. Je ne pus que constater, plus tard, que chez les aristocrates autrichiens une sensation de soulagement l'emporta sur tous les autres sentiments.

Ce « soulagement » causé par l'assassinat de l'archiduc est une chose singulière. Il s'était-il donc passé à Konopischt, pendant la dernière entrevue de Guillaume II et de François-Ferdinand ? M. von Jagow soulève un coin du voile :

A Konopischt — visite de S. M. l'empereur chez l'archiduc héritier — on n'a arrêté aucun plan d'une politique active contre la Serbie. D'ailleurs, l'archiduc François-Ferdinand n'était pas, comme on l'a dit souvent, le partisan d'une politique conduisant à la guerre.

Mais alors, quelles étaient ces « idées » auxquelles Guillaume II s'efforçait de gagner l'archiduc ? Si François-Ferdinand ne voulait pas la guerre, que voulait donc l'empereur allemand ?

Le prince Lichnowsky, dans son mémoire, explique que l'Allemagne aurait eu intérêt à ne pas rester liée à l'Autriche. M. von Jagow, chose remarquable, ne dit point le contraire. Il trouve seulement que l'heure n'était pas venue de renoncer à l'alliance nouée par Bismarck : « Il n'est recommandable de relâcher ou de rompre

d'anciens liens, qui ne répondent plus à toutes les conditions, qu'au moment où de nouveaux groupements peuvent être réalisés. C'est ce but que visait la politique de rapprochement avec l'Angleterre. Tant qu'elle ne nous fournissait pas des garanties sûres, nous ne pouvions abandonner les anciennes sauvegardes, ni les engagements qu'elles comportaient. » Ainsi, au moment où la guerre a éclaté, le gouvernement de Berlin envisageait la possibilité d'abandonner l'Autriche, dès qu'il se croirait sûr de l'Angleterre. Alors, quel scrupule pouvait-il avoir à jeter l'Autriche contre la Russie, comme un brûlot sacrifié d'avance ? Et si l'archiduc-héritier refusait de jouer ce rôle, par quelle troublante coïncidence a-t-il disparu quelques semaines avant le conflit ? Et si des « aristocrates autrichiens » s'enthousiasmaient à l'idée d'attaquer la Russie pour le compte de l'Allemagne, dans quelle conspiration mystérieuse trempaient-ils, pour que l'assassinat de l'archiduc leur apparût comme un soulagement ?

Les cruautés bulgares

M. le professeur Reiss publie dans la « Gazette de Lausanne » du 2 mars des documents nouveaux sur les atrocités commises par les Bulgares :

« Déjà au cours de mon enquête en Macédoine serbe et grecque, en hiver 1914-1915, écrit M. Reiss, j'ai vu un cas de mutilation voulue, exécutée par les Bulgares. Ils avaient pris d'abord à Chrisaphis (Papazoglou, un vieillard grec de 63 ans, du village de Schikartikli (Bulgarie), tout ce qu'il possédait, lui ont coupé ensuite l'hélix et l'antélix des deux oreilles et l'ont expulsé. »

Aujourd'hui, j'ai devant moi une autre victime de la barbarie bulgare, et la mutilation qu'elle a subie est autrement terrible que les oreilles coupées de Papazoglou : on lui a coupé la langue !

Constantin Ivanovitch Christophovoff (sujet russe), a maintenant 21 ans. C'est un jeune homme intelligent qui écrit — il ne peut plus parler — le serbe, le grec et un peu le français. En 1914 il vivait tranquille et heureux avec sa famille au village de Novo Selo, près de Philipopoli. Son père était venu en 1876 en Bulgarie pour la liberté de ceux qu'on croyait être les frères des Russes. Il est resté en Bulgarie, s'est marié avec une Grecque et est devenu le pope du village. C'est là où Constantin, ses deux frères aînés et ses deux sœurs sont nés. En 1912, ses deux frères, malgré leur nationalité russe, combattent avec les Bulgares contre les Turcs, mais ils ne veulent pas se battre contre les Serbes, se réfugient en Russie et reviennent à Novo-Selo après la signature du traité de Bucarest.

Les Bulgares veulent se venger et, le 23 mars 1914, le comité « Yedreni Make-donia » envoie au village 10 à 12 comitadjis. Ceux-ci attendent le pope et ses fils à la sortie de la messe, entre 5 et 6 heures du matin, et les emmènent dans un bois. Là, avec leurs longs couteaux de comitadjis, les kamas, ils coupent le nez et la langue et crèvent les yeux du père et des deux frères aînés de Constantin et les achèvent ensuite. Le pauvre jeune homme a dû assister à ce massacre. Finalement ils empoignent Constantin, lui tirent la langue hors de la bouche et la coupent. La victime s'évanouit et est trouvée, deux heures plus tard, baignant dans son sang par des paysans. On l'expédie à Constantinople à l'hôpital et, quelques mois plus tard, il se réfugie à Salonique d'abord,

à Patras ensuite, où sa mère et ses sœurs l'ont précédé.

Aujourd'hui, les Alliés ont adopté cette victime de la barbarie bulgare. Il est en subsistance dans l'armée française, à Salonique, et tâche de se faire une vie supportable de muet. J'ai examiné attentivement sa mutilation. Toute la partie mobile de la langue est coupée et non seulement il ne peut pas articuler un son quelconque, mais il a même de la peine à manger des aliments solides.

Voilà ce que font les Bulgares, qui auraient bien voulu se faire passer pour le peuple le plus civilisé des Balkans. »

Un document

sur la politique de la Bulgarie

Ce n'est que peu à peu que nous parvenons des détails intéressants sur les débats qui ont eu lieu au Sobranie bulgare, lors des dernières déclarations du ministre-président Radoslavoff. Répondant aux critiques de l'opposition qui n'était pas satisfaite de la formule « sans annexion ni indemnités », formule avancée au cours des premiers pourparlers à Brest-Litovsk, M. Radoslavoff a donné lecture d'un document intéressant, que nous reproduisons ici, d'après la « Kambana » du 30 janvier. M. Radoslavoff a dit :

« J'ai ici une déclaration de nos alliés, de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne dans laquelle il est dit :

« Au cours d'une réunion privée des Alliés en date du 24 décembre, la Délégation bulgare a formulé des remarques très sérieuses et relevé que la phrase « la paix sans annexions » contenue dans la réponse qui doit être faite à la délégation russe était de nature à s'opposer à la réalisation des aspirations légitimes de la Bulgarie. Afin d'écarter le danger mentionné au cours de cette réunion, et étant donné que nous exigeons le renforcement des garanties pour la réalisation des vœux nationaux bulgares pendant la guerre, le gouvernement impérial et royal de l'Autriche-Hongrie déclarent que l'adhésion de la Bulgarie à cette réponse ne saurait entraîner aucune contradiction au traité conclu entre les trois Etats d'un commun accord de même qu'elle ne pourrait exister au détriment des droits et des vœux bulgares, désignés dans le traité en question. En outre, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie s'engagent à soutenir de toutes leurs forces, au cours des discussions pour la conclusion de la paix générale, la thèse de l'incorporation des territoires acquis pour la réalisation de l'unité bulgare garantie par les traités et par les accords, ce qui ne peut en aucune façon être considéré comme une annexion par la violence. »

« Les deux gouvernements déclarent encore que la réponse donnée à la Russie n'est qu'une réponse conditionnelle. Si nos adversaires n'adhèrent pas tous et sans exclusion à la réponse que nous donnerons à la Russie, cette réponse sera considérée comme non existante dès que sera écoulé le délai de 10 jours pendant lequel l'Entente aura à se déclarer prête à conclure la paix générale. »

FEUILLETON

Petar Preradovitch

— A l'occasion de son centième anniversaire —

(Suite.)

Dans la brillante pléiade des esprits qui ont travaillé infatigablement à la réalisation de notre pensée nationale, vient parmi les premiers le nom de Petar Preradovitch. Presque tous ses poèmes sont imprégnés de l'idée de délivrance et d'unité de notre peuple. Cette idée est pour lui une vérité sacrée et sublime et il l'exprime par les formes et les nuances les plus variées. C'est le fil rouge qui est merveilleusement entrelacé dans presque tout son travail.

D'un coup d'œil, Preradovitch embrasse le peuple yougoslave dans son intégrité et nos querelles intestines d'alors lui déchiraient le cœur. « Mon cœur saigne lorsque je songe à ce mal », dit-il dans une de ses lettres de 1851. Tout ce qui apparaît comme du séparatisme lui répugne et en 1853 il dit : « Je crois toujours à l'avènement d'un parti qui reposera sur la concorde et la fraternité des Croates et des Serbes, et qui déclarera fou quiconque essaierait de chercher une différence entre eux; je souscrirai à un tel parti, car lui seul sera juste devant Dieu, tous les autres sont le produit des erreurs ou de la vanité des particuliers ».

En considérant que notre peuple n'est qu'une même unité, il veut lui donner une même pensée, un même esprit et un seul nom. Déjà, en 1845, il chante : « Le champ de bataille de Kossovo », à la fin duquel il s'adresse à nous autres Yougoslaves, en s'écriant : « Dirigez vos regards vers le Ciel et non pas vers cette terre misérable, où

enfants du Sud slave, car cette vaste terre n'est qu'un spectacle de tristesse... Puisque vous adressez vos prières à un même Dieu, puisque vous chantez la gloire d'une même voix, puisque vous n'êtes que membres d'un même corps, pourquoi ne seriez-vous pas animés d'un même esprit ? »

En 1846, il dédia ses « Premiers Essais » à « la charmante moitié du peuple yougoslave (aux femmes) dans l'image de son aimée ». Il s'évertuait de toutes les forces à ce que nous ayons une langue littéraire identique et une seule orthographe. Il énonça la grande vérité que « les Slaves du Sud ne pourront pas exister sans une littérature commune ni sans la concorde ». C'est pour cette raison que pour lui « le vieillard Milovon » (Francia Katchitch-Miochitch) est « le célèbre poète du côté yougoslave » qui est glorifié par « la Lika et la Krava, la noble Croatie, le Monténégro, la fière Serbie, la Dalmatie et l'héroïque Bosnie, la Slavonie et l'Herzégovine, le Banat et la Batchka ».

On se rappelle avec combien d'espoir nos frères partirent à la guerre en 1848. Leur héroïsme de cette année fut récompensé par un éloge et — par l'absolutisme. Ce dernier avait d'un coup ruiné en Croatie toutes les acquisitions obtenues au prix des plus pénibles travaux de nos « régénérateurs ». Voilà quelle fut la récompense du sang versé par nos pères « pour le roi et pour la patrie... ». Notre poète exprime sa douleur patriotique et sa colère sous une forme enveloppée, allégorique. Dans son poème « Notre Anka », de 1850, et « Le tsar Douchan », de 1851, il dessine sa désillusion produite par la politique autrichienne en Croatie, aux temps néfastes du gouvernement de Bach.

Cependant il ne va pas au désespoir complet. Dans son poème allégorique « Mon vaisseau », de 1850, il dit, il est vrai, que son vaisseau n'a pas de but, mais le poète lève quand même son drapeau vers le Ciel et envisage un

meilleur avenir. Dans le poème « Ame slave », de 1851, il nous encourage en disant que la tyrannie peut faire tout, mais ne peut jamais tuer l'âme d'un peuple. C'est sur le champ de bataille qu'il avait conçu et commencé d'écrire le poème épique en forme de drame « Kraljevitch Marko », où il parle de l'éducation nationale et expose l'idée que notre peuple sera relevé par l'esprit héroïque de Kraljevitch Marko, qui dort, mais le peuple doit le réveiller dans son cœur.

En prévoyant les malheurs et les misères que nous aurons encore à subir, il prédit à son peuple le salut certain à travers tous les embarras et les orages à venir. Le principe du peuple ou « l'esprit du peuple », comme il l'appelle, a déjà acquis son droit de régir le monde selon sa propre volonté. D'après ce même principe, nous aussi, nous avons le droit de disposer de notre sort... »

Les Yougoslaves n'ont jamais été en contact aussi direct avec les autres Slaves qu'à l'époque de notre renaissance, époque où nos grands et remarquables esprits ont pensé et travaillé pour le rapprochement intellectuel et moral de tous les peuples slaves. Ces gens sont appelés slavophiles et parmi les poètes de ce courant Preradovitch occupe une place en vue.

La base des rêves slavophiles de Preradovitch est l'amour. Il voit sa consécration dans un avenir lointain, quand il n'y aura plus sur la terre de haine ni de jalousie, ni d'envie, quand l'humanité entière vivra dans la paix et dans l'amour et quand « les canons ne tonneront plus ». Alors l'empire céleste régnera sur la terre et ce sera le plus joli poème de l'amour...

Dieu fera régner cet amour sur la terre par le slavisme. Il a doué différemment — dit-il dans « La Vocation du Slavisme » — chaque peuple : les uns de la perspicacité, d'autres de la force, de la douceur et de la tendresse;

L'horreur bulgare-allemande en Serbie

Chez nous, ceux de l'arrière que contrariaient nos petites restrictions encore si anodines, qui se lamentent du manque de pâtisseries ou de la cherté des cigares, se représentent-ils bien ce qui se passe, depuis bientôt quatre ans, sous la botte des barbares, dans nos régions envahies? Arrêtent-ils leur pensée, autant qu'il le faudrait, sur cette immense zone des détresses, du froid, de la faim, des larmes, et des pauvres râles sans secours? Je ne le crois pas, non, — et leurs coeurs seraient encore plus généreux, leurs âmes plus fermes et plus révoltées, si on pouvait les conduire un moment par là, soit au milieu des ruines de nos provinces du Nord, soit en Belgique, n'importe où, dans l'un quelconque des lieux où opère le monstre de Berlin, grand tortionnaire de tous les nobles vaincus.

Eh bien! ce qui se passe dans notre France, ou à nos portes, n'est rien encore, rien auprès de ce que subit cette brave petite Serbie, isolée comme une île au milieu des peuples atroces. La Belgique et nos provinces dévastées ont encore en elles-mêmes quelques dernières ressources et sont secourues, dans la mesure du possible, par nos admirables amis américains. La Serbie, elle, encerclée de toutes parts, n'a rien, ne reçoit plus rien de personne; à peine trouve-t-elle des témoins de son martyre, qui puissent au moins soulever l'indignation du monde contre ses bourreaux. Sait-on que plus du quart de la population a déjà succombé à la faim, au froid, aux odieuses sévices de toutes sortes. Sait-on que 180.000 prisonniers serbes, dont 20.000 femmes et 3000 enfants, parqués comme un bétail de rebut dans d'immenses camps de concentration, en Autriche, en Allemagne, en Bulgarie, brutalisés du matin au soir, sans pain, pour ainsi dire sans vêtements, meurent chaque jour par centaines, après d'interminables agonies dont personne n'a pitié. Vraiment on se figure être halluciné par quelque mauvais rêve quand on lit les récits, — les récits officiels, signés, contrôlés, nombreux et divers de forme, mais concordant tous, — des traitements infligés à ces prisonniers par les nations de proie. Leur arrivée d'abord, le crâne saignant de tous les coups de crosse donnés en route pour les faire marcher plus vite quand ils n'en peuvent plus, et le visage maculé par les crachats de mégères qui les guettent au passage. Et puis leur internement dans les «mouroirs» qui les attendent. (Je m'excuse d'employer ce mot mouroir, qui n'est dans aucun dictionnaire, mais que j'ai appris de matelots bretons et qui, n'est-ce pas, se comprend mieux que tout autre.) Dans les mouroirs, donc, de longs supplices commencent pour eux: une ignoble nourriture que refuseraient des chiens, juste de quoi ne pas mourir trop vite; des travaux accablants, que les plus malades même, à force de coups, sont obligés d'essayer d'accomplir; de misérables loques, qui les couvrent à peine par les plus grands froids, des châtements corporels qu'aucune imagination française n'aurait jamais conçus, entre autres la pendaïon par les pieds, jusqu'à l'heure où le râle semble commencer. Et enfin, la propagation voulue, systématique de la tuberculose, le couchage sur des litières de fumiers souillées par l'expectoration des phthisiques... Tous les moyens sont bons aux mains des barbares pour améantir, ou tout

au moins dégrader physiquement, cette race qui fut saine et vigoureuse.

En 1916, le typhus s'étant déclaré dans l'un de ces lamentables camps de prisonniers, au lieu de leur porter secours, on fit fermer leurs baraquements. Quand on se décida cependant à les rouvrir, on y trouva environ neuf mille cadavres pêle-mêle. Alors, pour essayer tout de même de cacher ce crime, après les avoir jetés par morceaux dans d'immenses fosses communes, on nivela le sol par dessus et on y fit construire une petite chapelle orthodoxe, avec cette inscription, hypocrite et menteuse impudemment, comme tout ce qui vient d'Allemagne: «Les soldats serbes, morts de leurs blessures reçues dans la guerre austro-hongro-serbe, provoquée (!) par la Serbie.»

Aujourd'hui, la détresse là-bas est à son comble, la mortalité par misère devient si effrayante qu'il semble que la race soit en vue de s'éteindre, et la Croix-Rouge serbe jette un grand appel déchirant, que je voudrais tant contribuer un peu à faire entendre!

Hélas! Elle est obligée, la Croix-Rouge, dans ce malheureux pays héroïque, elle est obligée de demander de tout, d'accepter de tout, des vêtements, du linge, des souliers, l'homme ou d'enfant, même usagés, des vivres, des conserves, des couvertures. Oh! donnez, donnez, pour sauver les débris de ce vaillant petit peuple, qui est maintenant devenu frère du nôtre. Donnez, donnez n'importe quoi, mais donnez vite, car les affamés, les transis de froid, les mourants vous attendent. N'auriez-vous même à offrir qu'une très humble chose: un vieux paletot, un vieux gilet de chasse, donnez toujours; peut-être ainsi préserverez-vous de la pneumonie ou de la tuberculose la précieuse existence de quelque pauvre petit soldat, qui sans doute aura déjà combattu et pourrait combattre encore dans nos rangs, contre le monstre. Et vous aurez contribué pour votre part à l'œuvre de ce sauvetage, qui est non seulement une œuvre d'urgente charité, mais qui, dans les circonstances actuelles, est une œuvre éminemment patriotique et française.

(«Le Petit Parisien».)

Pierre LOTI.

La Bulgarie et la paix séparée

Nous avons reçu la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

La Légation de Bulgarie à Berne a cru devoir riposter, par un communiqué publié dans le «Bund» du 13 mars, à mon article sur «La Bulgarie et la paix séparée», paru dans «La Serbie». Tout en reconnaissant les tractations de certains Bulgares séjournant en pays neutres, et même dans les pays de l'Entente, la légation affirme que l'initiative de ces tractations ne provenait nullement du gouvernement bulgare, mais bien des Puissances de l'Entente elles-mêmes. Je suis très heureux de l'occasion que la légation de Bulgarie m'offre pour préciser certains points.

Je suis parfaitement d'accord avec la légation de Bulgarie sur le fait que le gouvernement bulgare n'a jamais songé sérieusement à une paix séparée avec les Puissances occidentales. Mais j'oppose un démenti catégorique à ses allégations que

le gouvernement bulgare aurait été complètement étranger aux tractations énoncées. C'est bien le gouvernement bulgare et tout particulièrement la légation de Bulgarie à Berne, qui inspire les Bulgares mentionnés dans mon article d'amener les diplomates de l'Entente «à causer», à titre privé, avec la Bulgarie, afin de leur tendre un piège et pour connaître leurs véritables dispositions à l'égard de la cause bulgare. Quand M. Passaroff affirme avoir été étranger à l'entrevue qui eut lieu le 1er septembre 1917 à Thonon entre l'archimandrite Stéphane, M. Tsokoff et un diplomate anglais, M. Passaroff, Ministre de Bulgarie à Berne, ne dit pas la vérité. Tout le monde sait que l'archimandrite Stéphane était l'homme de confiance de la légation de Bulgarie en France et que M. Passaroff n'allait jamais à Genève sans lui rendre visite. Et puis, si le gouvernement bulgare était étranger à cette entrevue, pourquoi autorise-t-il le libre voyage en Bulgarie de l'archimandrite Stéphane, pourquoi ne le poursuit-il pas pour intelligence avec l'ennemi, d'autant plus que le fait est confirmé par les documents secrets publiés naguère par M. Trotski? M. Passaroff ne dit pas la vérité non plus quand il affirme avoir ignoré les tractations de M. Angheloff, ancien, consul de Bulgarie à Manchester. C'est M. Kouyoumdjian, ancien consul honoraire d'Angleterre à Plovdiv, qui servait de trait d'union entre M. Angheloff et M. Passaroff. La légation de Bulgarie oserait-elle démentir les entrevues de son chef avec ces personnages à l'Hôtel National, à Genève?

Et la mission récente d'un grand industriel bulgare de Kasanlik? La légation de Bulgarie aurait-elle le courage de soutenir encore que ce monsieur, dont nous ne voulons pas citer le nom, a proposé la paix séparée à l'Entente à l'insu du gouvernement bulgare? Comment se fait-il alors que ce personnage voyage avec un passeport diplomatique et, se trouvant actuellement en Bulgarie, n'est objet d'aucune poursuite?

Rappelons encore une fois: toutes ces tractations, quoique inspirées par le gouvernement bulgare, ne tendaient qu'à tendre un piège aux puissances de l'Entente, leur arracher quelques aveux diplomatiques pouvant servir utilement la cause bulgare lors de la Conférence de la Paix. Mais la Bulgarie n'a jamais songé à une paix séparée, avec l'intention d'y aboutir, non seulement parce qu'elle ne le pouvait pas à cause de la domination militaire et économique que l'Allemagne exerce vigoureusement sur le pays, mais encore parce que la mentalité bulgare se sent trop à l'aise en communauté avec la mentalité prussienne pour qu'une trahison à la cause germanique y soit possible.

Nous enregistrons toutefois avec satisfaction le fait que les diplomates de l'Entente ont compris la vérité et ne se laissent pas prendre aux pièges bulgares.

Léon SAVADJIAN,

Directeur de l'Agence Balkanique.

La politique en Autriche-Hongrie

La question yougoslave jugée par les Allemands

La «Tagespost» de Gratz continue sa violente campagne contre le mouvement national yougoslave. Dans son numéro du 15 mars, elle publie un article des plus importants intitulé: Le sud en flammes; les idées de l'Etat yougoslave.

«Les chefs des Yougoslaves autrichiens, dit la «Tagespost», avec les prêtres slovènes Korochetz (député) et Jeglich (évêque) en tête, ont répandu chez tous les Yougoslaves un mouvement qui est suivi avec le plus vif intérêt, non seulement dans la Monarchie, mais aussi dans les pays ennemis de l'Autriche-Hongrie. On pourrait presque dire que ce mouvement suscite plus d'intérêt chez l'ennemi que chez nous... A Rome, par exemple, il semble qu'on comprenne pleinement le caractère de ce mouvement, car, au ministère des Affaires Étrangères, toute une section spéciale est chargée de s'occuper d'arriver à un arrangement avec les Yougoslaves relativement à la possession de l'Adriatique, et de soutenir de toutes ses forces ce mouvement jugé capable d'affaiblir fortement l'ennemi.

Que veut donc ce mouvement et comment s'exprime-t-il? Son programme est contenu dans la déclaration yougoslave du mois de mai, par laquelle on demande un Etat yougoslave avec tous les droits d'une organisation étatique libre. Il est important de dire que c'est de la conférence de paix générale qu'on attend la réalisation de cet Etat, donc, ni de l'Autriche, ni de la Hongrie, ni de la dynastie commune à ces deux Etats, mais d'un groupe de puissances qui se trouveront réunies une fois à la conférence de la paix, donc, de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, de la Serbie et du Monténégro. Il convient de dire également que ce sont précisément les prêtres catholiques qui se sont faits les instigateurs et les propagateurs de ce mouvement et qu'on en est arrivé maintenant, après la résolution de Zagreb du 5 mars, à demander purement et simplement cet Etat, sans aucune restriction, et non pas exclusivement dans le cadre de la monarchie austro-hongroise, comme cela avait été mentionné dans la déclaration du mois de mai. Il est évident que par cette formule on désire obtenir les mains libres. Tous les milieux du sud slave sont gagnés à cette déclaration. Les Slovènes et les Serbes autrichiens, qui, malgré la différence de confessions, s'accordent fort bien dans leur aspiration à un Etat unitaire yougoslave, sont à la tête du mouvement. Il est compréhensible que les Serbes aspirent vivement à s'unir avec leurs frères de race habitant de l'autre côté de la Save et du Danube. L'Etat yougoslave doit s'étendre depuis la Drave jusqu'à l'Adriatique et de là jusqu'à la mer Egée.»

PETITES NOUVELLES

Les Serbes de Voïvodina (Banat et Batchka) viennent d'organiser à Paris un «Club académique des Serbes de Voïvodina» dont la présidence d'honneur est confiée à M. Emile Picot, professeur à la Sorbonne; le président effectif est M. le Dr Stanoyé Stanoyévitch, professeur à l'Université de Belgrade. Le Club servira de collaborateur au Comité yougoslave et la Déclaration de Corfou sera la base de son action.

Notre rédacteur en chef, M. le Dr. L. Marcovitch, s'est rendu à Rome pour prendre part à la Conférence des peuples opprimés d'Autriche-Hongrie.

Société Genevoise d'Edit. et d'Impr. — Genève

la race slave, il l'a douée, à côté de ces qualités, «de l'amour encore». Cette idée du poète est exprimée dans son poème «Au Slavisme» (1865). Jamais Preradovitch n'avait pris une attitude plus majestueuse que dans cette ode «Au Slavisme» pour laquelle le célèbre slavophile polonais Zdzichowsky a dit qu'elle dépassait par sa haute inspiration tous les autres poèmes jusqu'alors inspirés par l'idée slave.

La grande âme de notre poète et patriote nous regarde aujourd'hui et est heureuse de voir son cher peuple se délivrer de l'esclavage dans lequel il est maintenu par la violence. La lutte séculaire de notre peuple pour ses idéals, pour sa liberté et pour son unité, malgré les revers, sera couronnée de succès. Le secret de ce succès est dit dans les paroles de Preradovitch de 1862, par lesquelles nous voulons terminer ce modeste récit: «Les luttes se succèdent sans cesse sur cette terre; le vainqueur n'est pas celui qui a le dessus momentanément, mais celui qui persévère jusqu'à la fin sur la base des principes de justice».

Dr Lyoubou PERKOVITCH.

UN EXAMEN

Les Allemands ont un sens qui, décidément, fait défaut aux autres nations. Les Français, les Anglais, les Italiens, etc., élaborent des plans, méditent, réfléchissent. Au point de vue du droit, de la morale et de la justice, ils sont scrupuleux à l'excès.

Mais de l'autre côté de la barricade, le sens pratique s'emporte sur toute autre considération. Les événements et les choses sont examinés uniquement du point de vue de leur utilité immédiate. Chez les Allemands, on ne s'arrête pas à des considérations de sentiment. Ici, pas de discussions scolastiques: l'action brutale, grossière même, point d'abstraction, point d'explication. Au but,

et par les moyens les plus rapides. L'instinct de destruction est développé à l'extrême. C'est un culte, c'est l'essence même de la civilisation allemande.

Les coeurs allemands ignorent généralement que les sentiments généreux et les grandes idées ne naissent que dans la peine et les souffrances.

On s'explique dès lors pourquoi le Germain n'est jamais déçu, pourquoi ses espoirs ne sont jamais trahis. Il travaille mécaniquement, méthodiquement, comme à l'atelier.

Une entreprise ne réussit-elle pas? Il recommencera sans se lasser. Peut-être même avait-il prévu l'échec. Comme il n'a mis à son travail nul sentiment, qu'il n'a risqué que des choses matérielles, on s'étonnera peu si les douleurs morales ont moins de prise sur lui.

Ce ne sont ni l'éducation, ni la discipline militaire qui ont créé cet être étrange. Il existe en ce monde la division des fonctions des organes et aussi l'inégalité des qualités et des capacités.

On reproche fréquemment aux Germains de ne pas comprendre l'état psychologique des autres peuples. Mais les Allemands ont, pourtant très bien compris un des côtés de la faiblesse humaine, et ils ont su l'exploiter en exaltant le culte de l'instinct, de la force animale. Traitez l'homme avec les mêmes procédés qu'on emploie envers les animaux et vous verrez comment il deviendra souvent servile.

L'animal passe une vie exclusivement physique. Pour l'Allemagne et l'Autriche, dont le matérialisme semble être l'idéal, l'estomac passe au premier plan des préoccupations. La liberté passe à l'arrière-plan.

Ne raconte-t-on pas qu'un jour, alors que Guillaume II était inquiet et qu'il s'informait, le préfet lui donna cette réponse caractéristique: «Que Votre Majesté ne s'inquiète pas: votre peuple mange des radis, boit de la bière et ne pense à rien.»

Les luttes électorales, les aspirations libérales et autonomistes, ce sont des plantes qui croissent en terrain étranger. L'Allemand se dit sympathique aux idées démocratiques N'a-t-il pas son fan-

tôme de parlement? Mais il joue à cache-cache avec la démocratie véritable dont il ignore la signification.

Les élections se font mécaniquement et nulle part au monde les citoyens ne sont plus humiliés qu'en Allemagne, le pays où l'on cherchait le «surhomme». Ce ne sont plus des électeurs dignes de ce nom, mais de véritables automates.

Et tout est formel, réglé, imposé. La solidarité sociale est forcée tout autant que la collectivité qui n'est autre qu'une communauté de caserne.

Ce collectivisme obligatoire a renforcé les instincts ancestraux. Et voilà comment la guerre a pu être déchaînée, avec l'appui des Turcs demi-sauvages et des Bulgares demi-Tartares.

Les Allemands n'ont pas la vision claire des responsabilités qu'ils ont envers l'humanité. Une révolution en Allemagne n'est pas à craindre, car elle serait dirigée contre le peuple lui-même.

Dans la guerre présente ne sont pas engagés deux impérialismes ou bien deux systèmes de gouvernement: ce sont deux religions, deux civilisations qui sont en conflit.

«L'Allemagne est un mal organisé en système, a dit le président Wilson. C'est une barbarie aux méthodes modernisées.»

Tous les principes philosophiques qu'elle a exaltés ont été contredits par les faits: violation de la Belgique, bombardement de la cathédrale de Reims, des villes, massacres d'innocents, gaz asphyxiants, noyades en masse dans les océans «sans laisser de trace».

Le peuple allemand est égaré. S'est-il fourvoyé spontanément ou a-t-il été poussé par une main criminelle?

«L'esclavage qui dure pendant des générations devient finalement une habitude», a dit Bebel. Et il pensait au peuple allemand.

Toujours est-il que c'est l'Allemagne qui a déchaîné l'horrible mêlée dans les circonstances effroyables que l'on sait.

Et voici: une victoire de l'Entente sera une victoire de tous les peuples, même celle de l'Allemagne, car le peuple allemand sera en mesure d'employer ses facultés, ses capacités et ses biens, non pour tuer, pour nuire, mais pour s'élever, pour entrer dans la Société des Nations.

AL. Z. LAZ.

Le mouvement nationaliste en Autriche-Hongrie

Deux discours des députés yougoslaves

Le mouvement nationaliste dans les masses du peuple yougoslave ne manque pas de trouver son écho dans le Parlement de Vienne, dans les journaux, etc. Ni les avertissements, ni les menaces n'empêchent les représentants du peuple yougoslave de faire leur devoir patriotique en se faisant les interprètes de la ferme volonté du peuple serbo-croato-slovène de secouer le joug austro-magyar.

Le 22 février 1918, le député yougoslave Tressitch Pavitchitch a pris de nouveau la parole au Reichsrat. Son discours a été tout d'abord confisqué, mais cette interdiction a été levée par la suite. Nous avons déjà publié — d'après les journaux viennois — une partie de ce discours. Aujourd'hui nous le complétons d'après le texte publié par des journaux yougoslaves :

« Ce que j'ai dit le 19 octobre, affirme Tressitch-Pavitchitch, n'est que la pâle image de tout ce qui s'est passé en réalité et de tout ce qui se passe encore aujourd'hui dans diverses régions telles, par exemple, le sandjak de Novi Bazar où toute la population serbe a été exterminée systématiquement. Ceux qui se sont déclarés les défenseurs des droits culturels les plus sacrés de leur peuple, sont qualifiés de traîtres à la patrie, et sont menacés de la potence. Cependant si ceux qui menacent venaient à se demander combien il y en a encore en vie de ceux qui avaient été condamnés dans le procès de Sarajevo, ils seraient obligés de rougir de honte. La meilleure preuve de cette « moral insanity » est le fait d'avoir pris ces otages dans les rangs des propres ressortissants de l'Etat, et d'avoir pendu les uns pour des actes commis par les autres. C'est, dit-on, la vengeance. Est-ce cependant une vengeance de divulguer ces méfaits perfideux ? Je demande au gouvernement : Pourquoi n'a-t-on pas accepté l'idée de l'élection d'une commission parlementaire, qui aurait pour tâche de procéder à des enquêtes sur tous ces cas néfastes ? Si le gouvernement ne veut pas d'une commission d'enquête, issue du sein de la représentation nationale, qu'il permette au moins aux journalistes et aux orateurs d'en parler. »

L'orateur passe ensuite aux négociations de paix de Brest-Litovsk :

« Le comte Czernin, a dit l'orateur, se trompe s'il se figure que des négociations de paix, basées sur le principe de la non immixtion dans les affaires intérieures de la Monarchie, soient possibles, particulièrement avec des Etats dans lesquels se sont déroulés des faits tels que ceux exposés par moi dans mon discours du 19 octobre. Pour considérer les autres hommes comme des frères, aucune force ne pourra les empêcher de s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats dans lesquels domine le principe « homo homini lupus ». Celui qui désire la paix extérieure doit l'avoir d'abord dans sa propre maison... »

Le monde entier peut se rendre compte du cours des négociations pacifiques et du discours du comte Czernin, en quoi consiste le droit des peuples d'Autriche-Hongrie à disposer d'eux-mêmes, et comment les Allemands et nos hommes d'Etat interprètent ce droit. Celui qui joue avec ce droit populaire, ne veut pas la fin de la guerre ; il ne fait que semer la semence de nouvelles luttes encore plus effroyables. L'évolution de l'humanité ne peut toutefois pas permettre que les lois naturelles et le droit naturel soient impunément foulés aux pieds.

« Les Tchèques, les Slovaques, les Yougoslaves sont des peuples qui savent très exactement ce qu'ils veulent et ce qu'ils peuvent. Aucune intrigue, aucune menace diplomatique n'effrayera les peuples au point de les obliger à retrancher même le plus petit point de leurs programmes nationaux. Les Yougoslaves revendiquent leur unité nationale et leur indépendance absolue. Ils ne se contenteront pas de miettes. »

« Je me sens obligé de répondre ici-même aux assertions faites aux Délégations par le baron Burian. Dans la question de l'union nationale et de la liberté, il ne saurait y avoir de différence entre les Slovénes, les Croates et les Serbes. On poursuit exclusivement le but de l'union des Slaves du sud. La rude école de la guerre de quatre ans a fait ouvrir les yeux même aux musulmans yougoslaves. Les Yougoslaves des trois noms et des trois confessions se sont rendu compte sur eux-mêmes de ce que signifie la furce allemande. Les Yougoslaves ont en effet, moins à perdre qu'à gagner. La mort même est préférée à la situation actuelle. Voilà ce qui donne au peuple yougoslave la force de se prononcer en masse en faveur de la déclaration du mois de mai. Tout semble indiquer que le plébiscite spontané en faveur de cette déclaration sera terminé sous peu. Sans la reconnaissance des droits naturels des peuples, ce ne sera plus possible de signer un acte quelconque de paix, mais des cœurs sans sincérité ne sauraient donner au monde la paix véritable. La véritable paix à laquelle nous aspirons sincèrement et chaleureusement ne peut pas être donnée par la diplomatie. Les diplomates ont disparu en Russie ; il en sera de même prochainement en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Ceux des diplomates qui portent sur leur conscience la responsabilité de cette guerre mondiale, ceux qui ont provoqué de sang-froid ce conflit mondial, n'auront pas l'honneur de signer les conditions de la paix... »

L'orateur passe ensuite à la situation extraordinaire qui règne en Dalmatie. Il attire l'attention du gouvernement sur le fait que depuis sept ans déjà, la Diète dalmate n'a pas été convoquée, que la majorité des conseils municipaux sont dissous, que tous les droits de citoyens sont suspendus, que les journaux sont gênés dans leur

activité et que la population se trouve dans la plus grande misère économique.

« Le martyr qu'ont eu à subir les régions yougoslaves, s'écrie Pavitchitch, constituera la page la plus sombre, la plus noire et la plus sanglante de l'histoire mondiale. Partout où nous dirigeons nos regards, nous ne voyons que l'anarchie qui vient d'en haut. Mais tout cela devra disparaître, lorsqu'on établira la Société des Nations, la sainte « Cosmopolis », un Etat divin construit sur la volonté libre des pays unis. »

La censure interdit la publication du discours que le député yougoslave Ravnihar a prononcé le 6 mars au Parlement de Vienne. Le « Slovenski Narod » du 15 mars publie maintenant quelques passages de ce discours, tout en se plaignant de la sévérité inouïe avec laquelle on procède à la censure des discours des représentants au Parlement :

En parlant du litige entre Polonais et Ukrainiens — écrit le journal de Lyoubliana — l'orateur a dit :

« Nous avons, nous Yougoslaves, également à cœur le sort des deux grands peuples slaves. Il est dans l'intérêt des Slaves de voir ces deux peuples parvenir à une entente fraternelle, à leur indépendance, à leur grandeur et à leur liberté. Nous souhaitons une heureuse existence à la république ukrainienne, et nous sommes prêts à soutenir de toutes nos forces les Ukrainiens qui vivent en Autriche et en Hongrie dans leurs aspirations à leur liberté et à leur indépendance. Que l'Ukraine devienne la sœur de la Pologne. — Quant aux décisions de Brest-Litovsk, il faudra qu'elles obtiennent une autre ratification : le dernier mot sera dit dans un autre temps et dans un autre lieu. Trotzky, Lénine et Severjuk ne sont pas encore la Russie. Depuis le commencement, d'ailleurs, nous avons eu des doutes sur le droit de ces hommes à négocier et à conclure des traités au nom de la Russie. La paix conclue avec les chefs des bolcheviks est une paix imposée, dictée par les puissances centrales. Par cette paix, ce n'est pas une Alsace, mais plusieurs qui ont été créées. »

« Brest Litovsk a démontré au monde entier que toutes les assurances autrichiennes d'une paix de conciliation sans annexions et contributions n'ont été qu'une pure hypocrisie. « Quod erat demonstrandum ». Le comte Czernin qui s'est laissé féter comme un « pater patriae » a complètement oublié le rôle d'homme d'Etat moderne qu'il a voulu assumer devant les Délégations. A la première occasion qui s'est présentée de montrer sa valeur, il a agi comme un diplomate de la plus vieille école. Czernin se livre à des marchandages immoraux aux dépens des intérêts des peuples ; il n'a aucune considération pour les unités naturelles des peuples et encore moins pour la volonté des peuples en question... Les territoires et les peuples ne sont pas des biens avec lesquels on peut trafiquer. Les idées dont s'est inspiré Czernin appartiennent au Moyen Age, ou tout au moins aux Congrès de Vienne et de Berlin. Or ce sont ceux-ci qui précisément par suite des conceptions qu'ils ont sanctionnées, ont donné lieu à la guerre mondiale actuelle. »

« Nous comprenons la colère des Polonais ; la parole donnée a été foulée aux pieds. Nous nous étonnons seulement qu'il y ait en général des Polonais pour croire aux promesses qui n'étaient que de vaines paroles, données exclusivement dans un but égoïste. Il peut se faire que ce soit la première fois que pareille chose arrive aux Polonais. Quant à nous, nous savons tellement bien ce que valent les promesses que pour elles nous ne donnons absolument rien. Pour nous seuls les faits existent. Les Polonais se rendent-ils compte maintenant quels sentiments suscité chez les autres Slaves l'attitude hostile de la délégation polonaise à notre égard ? Nous ne le leur reprochons pas car nous connaissons l'habileté grossière du gouvernement de cet Etat et par quels procédés il a toujours utilisé un peuple contre un autre. Nous ne le leur reprochons pas, parce que le peuple polonais lui-même n'en est pas responsable. Voilà pourquoi, malgré tout ce qui s'est passé, nous déclarons solennellement que nous travaillerons de toutes nos forces en faveur des droits, de la liberté et de l'indépendance du peuple polonais, en faveur de la réalisation pour les Polonais, tout comme pour nous-mêmes, du droit de disposer librement de leur destinée. A cet égard, vous pouvez compter sur notre alliance sans qu'il soit besoin d'un traité écrit et que nous demandions quelque chose en retour. »

« Les hommes d'Etat autrichiens ont jeté la pomme de discorde entre les Polonais et les Ukrainiens. Ils sont passés maîtres en cette matière. En spectateurs impartiaux, nous crions à haute voix aux deux parties : Arrêtez-vous ! « tertius gaudet ! »

L'orateur a parlé après de la famine qui règne dans les pays yougoslaves et dans toute l'Autriche.

L'orateur a parlé après de la famine qui règne dans les pays yougoslaves et dans toute l'Autriche.

« Bien que le ministre président nous reproche de prolonger la guerre, nous sommes obligés de dire : l'Autriche est au bout de ses forces ; nous ne pouvons plus tenir ! »

« Il est facile aux membres honorables du « parti de la patrie » allemand qui siègent à la Chambre des Seigneurs de se livrer à des déclamations dans leur nid bien chaud et devant des assiettes abondamment remplies, il est facile de faire la guerre avec le sang et avec la misère des autres. Ces vieux Messieurs ne savent même pas ce que c'est que la misère. Que leur importe d'ailleurs la mort de quelques milliers de Slaves ? Tant mieux, disent-ils. Que ces Messieurs soient persuadés cependant que l'heure fatale sonnera également pour eux et cela peut-être dans un avenir tout proche. Nous souhaitons que leur sort soit clément. »

L'orateur parle ensuite de ceux qui se sont rendus coupables envers le peuple yougoslave :

« Jusqu'aujourd'hui aucun criminel n'a été puni et cependant nous avons donné leurs noms... Le président du Conseil veut de nouveau faire en sorte que la minorité l'emporte sur la majorité. C'est ici un axiome qu'il doit en être ainsi et non pas autrement. On doit se demander si dans cette salle on doit toujours jouer selon les ordres. A chaque essai de montrer notre force, on pose l'alternative : ou le système gouvernemental et la suprématie des Allemands obtiendront la majorité ou — le Parlement s'en ira chez lui. »

En ce qui concerne le vote du budget, Ravnihar a déclaré que les Yougoslaves voteront contre, car :

« ...donner des crédits à celui qui nous opprime, c'est lui fournir les armes par lesquelles il continuera à nous assassiner. »

A la fin de son discours, l'orateur yougoslave a dit que jamais les députés de l'opposition n'ont mieux représenté l'état d'esprit de leurs électeurs qu'à cette heure décisive :

« Le Parlement et la liberté de la presse sont les seuls moyens par lesquels peut se manifester l'exaspération indicible des populations... Nous ne regardons pas derrière nous et nous ne saurions reculer. Le peuple yougoslave tout entier, jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière femme, est convaincu, comme nous le sommes, que le peuple des Croates, des Serbes et des Slovénes doit organiser lui-même son avenir dans son propre Etat libre. »

Grandes manifestations yougoslaves à Zagreb

La « Reichspost » du 23 mars, si hostile à l'égard du mouvement yougoslave, publie une correspondance de Zagreb contenant quelques détails des incidents qui, à l'occasion du centenaire du poète croate Preradovitch, se sont déroulés à Zagreb. Ces incidents caractérisent de la façon la plus admirable l'atmosphère qui règne dans la Monarchie.

« Le 19 mars, écrit la « Reichspost », était l'anniversaire de la naissance du grand poète croate Preradovitch... C'est précisément le souvenir de ce poète que les Yougoslaves ont voulu mettre à profit pour leurs manifestations. Ils ont voulu en faire un précurseur et champion du yougoslavisme polotique. Il ne s'agissait pas ici de Preradovitch, mais du yougoslavisme. Celui-ci, profitant de la liberté illimitée qui règne sous le régime de Mihajlovitch, utilise chaque occasion pour provoquer une agitation. »

La méthode employée par les autorités est bien étonnante... Elles accordent à la presse yougoslave une liberté complète et ne font rien pour empêcher les manifestations. Elles se bornent à cacher le plus soigneusement possible au monde étranger ce qui se passe dans ce pays. Celui qui a vu les excès commis le 19 mars dans les rues de Zagreb et qui en a lu les comptes rendus dans la presse de Zagreb doit se demander avec le plus grand étonnement si de pareilles choses sont vraiment possibles. Voici quelques faits irrécusables.

Le commandant des patrouilles Bochniak, frère du conseiller Bochniak, un Serbe, arriva à deux reprises avec son cheval dans la foule de telle sorte qu'il fut forcé de s'en aller à pied jusque chez lui. La police — obéissant sans doute à des instructions supérieures — a fait si légèrement son devoir qu'elle n'a empêché rien de ce qu'elle devait empêcher. Le commandant Bochniak est entré en négociations avec les manifestants et s'est excusé auprès d'eux des instructions qu'il avait reçues. Ce qui se passait était vraiment terrible, et quels cris n'a-t-on pas entendus : Vive la Serbie ! Vive Troumbitch ! Vive Pachitch ! A bas l'Autriche etc., etc. Ces cris partaient de tous les côtés. Des écoliers à peine adultes et des écolières dominaient dans la ville. Quiconque n'avait pas hissé le drapeau était menacé de voir ses fenêtres brisées : toute la ville était pavoisée... Les vitres de la maison du docteur Horvat ont été cassées. Malgré la solennelle interdiction, on a prononcé sur le cimetiére des discours et on a déposé d'innombrables couronnes avec des couleurs serbes. Les manifestants eux-mêmes étaient fleuris aux couleurs serbes. Tout cela s'est passé devant les yeux de la police qui a tout toléré et s'est ainsi faite la complice des manifestants. Ce n'est qu'après que la foule ait brisé quelques carreaux du bâtiment de la gare, que la police a tiré en l'air. Les hommes politiques en opposition avec le mouvement yougoslave se sont vu apostropher dans les rues par la jeunesse déguenillée et quiconque était d'une opinion contraire à celle de cette jeunesse dorée faisait mieux ce jour-là de ne pas s'aventurer dans la rue.

Ce qu'il y a de plus triste dans cette affaire, c'est l'attitude du Théâtre National. Craignant que la représentation solennelle

projetée, ne devienne l'occasion de manifestations, on avait jugé bon de l'interdire. L'intendant du théâtre, Hreljanovitch, député aux parlements de Zagreb et de Budapest, un des piliers de la coalition croato-serbe, ne voulut pas alors permettre, qu'on donnât ce jour au théâtre une autre représentation, ceci en guise de protestation contre la défense de la représentation officielle. Les manifestants pénétrèrent même dans le palais du parlement où ils obligèrent ceux qui s'y trouvaient à hisser le drapeau.

Les manifestants sont loin d'avoir été aussi innocents qu'une certaine presse s'efforce de les représenter.

En résumé ce jour a été tout au service de Pachitch et de Troumbitch. »

Les Slovénes et l'Italie

Le « Slovenetz » de Lioubliana consacre dans son numéro du 18 mars un article caractéristique au rapprochement italo-yougoslave. Après avoir repoussé les intrigues des journaux allemands tendant à éveiller les soupçons des milieux slovénes contre l'Italie, la « Slovenetz » continue :

« Malgré cela, l'Italie n'a pu jusqu'à présent renoncer à ses aspirations sur la côte adriatique slave. L'ancien traité de Londres a été effectivement, sous la pression de la Serbie et de l'Entente, quelque peu modifié. L'Italie a réduit quelque peu ses frontières, mais les frontières qu'elle s'est tracées pour l'avenir entrent toujours dans notre organisme vivant. A cet égard il ne doit subsister aucun doute en ce qui concerne nos rapports envers elle, aucune raison pourrait nous contraindre à laisser notre organisme national et notre pays se diviser en deux parties ; seule la force pourra s'emparer du territoire sur lequel nous vivons. L'Italie n'a plus de raisons pour employer la force et, si elle l'employait, la force provoquerait une réaction. L'Italie peut traiter avec Pachitch ; c'est compréhensible et c'est nécessaire, car enfin une entente entre l'Italie et les Yougoslaves doit intervenir. Un fait cependant existe : à savoir que personne n'a le droit de trafiquer de notre pays. De même que nous avons combattu et comme nous combattons la tendance de l'annexion de la Serbie par la Monarchie — car nous considérons le règlement de la question serbe comme appartenant exclusivement au peuple serbe lui-même — de même nous ne reconnaissons à personne le droit de décider du sort de notre peuple qui est une partie intégrante du peuple yougoslave. Les traités conclus à notre détriment et sans notre consentement n'ont aucune valeur, quel que soit le lieu où ils ont été conclus et les personnes qui les ont signés. »

La question yougoslave en Allemagne

La « Deutsche Tageszeitung » du 19 mars commente la nouvelle publiée par un journal et immédiatement démentie par l'officielle « Norddeutsche Allgemeine Zeitung », d'après laquelle l'Allemagne exercerait une influence ou conseillerait l'Autriche en vue de résoudre la question yougoslave :

« Il ne s'agit pas, dit la feuille pangermanique, de savoir si cette nouvelle est inventée ou non, mais quelle sera son influence. On voudrait créer l'impression que l'Allemagne reconnaît que la « question yougoslave » comme un ensemble et qu'elle s'engage en faveur des vœux des Yougoslaves. Si du côté autrichien on ne se prononce pas avec la plus grande fermeté contre cette assertion, elle pourrait en effet avoir une influence très forte sur la population yougoslave. »

« La « Norddeutsche Allgemeine Zeitung » a parfaitement raison de nous déconseiller de toute immixtion dans les affaires intérieures de l'Autriche, mais elle oublie de dire qu'il s'agit ici d'une question qui dépasse de beaucoup le cadre des rapports intérieurs de l'Autriche-Hongrie. Il ne peut pas nous être indifférent de voir, dans la monarchie dualiste de l'Autriche-Hongrie, alliée à l'Allemagne, surgir une création étatique dont la situation vis-à-vis Vienne et l'Allemagne n'est pas du tout précisée ; la question de savoir quelle est la force de notre allié et de son armée ne saurait laisser l'Empire allemand indifférent, etc. Devrait-on, par exemple, considérer comme une question intérieure de l'Autriche le fait de voir une très forte barrière yougoslave se placer devant l'Adriatique ? L'alliance germano-autrichienne est exposée chaque jour à de nouvelles épreuves de sa résistance, telles que les voyages des comtes Lützow et Mensdorf en Suisse, le discours de Lammasch, etc. Il s'agit ni plus ni moins de la force de l'alliance autrichienne et ce n'est pas une affaire de peu d'importance même lorsque de Vienne, ne nous parviennent que des nouvelles « bonnes et meilleures. »